

Chronique 181

Les élections européennes, une occasion à saisir pour faire avancer la Transition écologique



Je pense qu'à force de matraquage informationnel justifié vu les risques d'abstention massive, il ne vous aura pas échappé que nous votons très bientôt, plus précisément le 9 juin. Alors qui vote et pourquoi vote-t-on ? Si on y réfléchit et si on le met en perspective à l'échelle de l'histoire de l'Humanité, ce qui va se passer à cette date oblige à être tout sauf blasé et à courir pour aller honorer son devoir de citoyen. En effet, l'Union européenne (UE) existe depuis à peine plus d'un demi-siècle et voilà que nous sommes conviés, tous les 27 Etats-membres le même jour et sur la base de listes nationales, à élire les eurodéputés. Autant dire les représentants de chaque pays au Parlement européen, sachant que le rapport de forces au sein de celui-ci déterminera la composition de la Commission qui est comme le gouvernement de l'Europe. Pour rappel, les directives européennes font partie de notre droit au quotidien, donc de notre vie quotidienne car, moyennant un temps pour les transposer en droit interne, elles deviennent forces agissantes. Bien **choisir qui va voter quoi lors du prochain mandat de 5 ans est dès lors d'une importance cardinale** surtout dans le contexte international instable qui se précise, voire s'amplifie, possède des relais de déstabilisation au sein même de l'espace européen et peut se conjuguer avec le maintien au pouvoir de forces ultralibérales conservatrices, voire nationalistes et xénophobes. Car la droite domine politiquement l'Europe et le risque réside dans une amplification de ce phénomène qui n'augure rien de bon en matière de justice sociale et de transition écologique, les deux étant liées... et pour lesquelles nous n'avons pas

le choix. Croire le contraire relèverait de la poursuite du passage en force et d'une illusion qui coûtera, de toute façon -et personne ne sera épargné- très cher.

Face à de tels enjeux et dans la perspective du scrutin à venir, la **Ligue des Droits de l'Homme** (<https://www.ldh-france.org>) s'est mobilisée et a récemment proposé dans sa revue un dossier spécial UE « terrains d'action pour les droits » (voir <https://www.ldh-france.org/sujet/revue-droits-et-libertes>; revue dont on peut être destinataire en étant aussi adhérent de la LDH, ce qui renforce le rôle des acteurs progressistes de la société civile dans des rouages européens comme nationaux ni toujours progressistes ni toujours très transparents. On pourrait être au premier abord surpris que cette organisation généralement plus connue pour défendre les droits de l'Homme « se mêle » d'Europe. Or c'est tout à fait logique tant l'Europe concerne nos droits, tous nos droits, y compris ceux qui donnent une définition de plus en plus large des droits de l'Homme, à savoir les droits environnementaux. D'ailleurs, on peut se reporter avec profit à la section dédiée sur leur site : <https://www.ldh-france.org/sujet/environnement>. Ce dossier est riche et vaut vraiment la peine car il passe en revue des domaines-clés comme les politiques migratoires (pression en vue avec le changement climatique, les réfugiés climatiques et les tensions voire les guerres en lien avec le partage des ressources), la régulation d'une intelligence artificielle dont l'impact écologique n'est pas assez questionné au même titre d'ailleurs que toute la transition numérique précipitée à la faveur de la pandémie, les politiques en défense d'une démocratie mise à mal tout comme l'Etat de droit ou encore les règles sociales liées à la libre-circulation des travailleurs. Impossible de relayer tout et c'est un peu dommage tant tout est justement interdépendant, preuve s'il en était besoin qu'**un vrai changement ne s'opérera qu'à la faveur de la promotion d'un nouveau paradigme** prenant acte de cette interdépendance mais visant à rétablir les équilibres en son sein. Car **c'est d'équité dont nous avons urgemment et structurellement besoin de même que d'une meilleure coordination** dans ce qui s'avère complexe (le plus grand défi de notre époque = apprendre à gérer la complexité). Or s'il est un fil rouge tout au long du dossier proposé, c'est bien l'absence de coordination, absence dont on peut cependant se demander si elle relève d'un réel défi cognitif ou si elle est entretenue par **un manque de réelle volonté politique**, pire par un système qui tient par son inertie pour protéger les intérêts d'une minorité économique et politique. Sûr que ce n'est pas le côté le plus reluisant de l'Europe et cela contribue logiquement à son discrédit, voire à de la démobilisation et à de l'hostilité, réalité qui devrait conduire non pas à moins d'Europe mais à une Europe renforcée, améliorée. Nous n'en sommes pas là et, en guise de fil rouge, le ton est d'emblée donné : **il y a non-coordination entre l'économique et le social**, en clair les effets des décisions prises dans un champ sur l'autre champ ne sont pas pris en compte. Une marge substantielle de progrès réside ici. Voici un cas parlant: « *A leur façon particulière, les traités de libre-échange illustrent les problèmes qui résultent d'une responsabilité économique sans responsabilité en matière de droits. On le voit par exemple lorsque l'UE négocie l'accord avec le Chili, dont la dimension essentielle devrait être l'accès à ses ressources en nickel et en lithium. Ces ressources se situent pour une large part sur des territoires protégés de l'exploitation minière au titre des droits reconnus aux peuples indiens. Qui, du côté des négociateurs européens, se considère en charge de la protection de ces droits des Mapuches ? En tout cas pas le gouvernement français qui pousse plus que beaucoup d'autres pour un accord* » (p.38)... sachant que les ressources en question servent en grande partie à

tous nos appareils électroniques et nous renvoient donc nous à **nos propres responsabilités en tant que consommateurs.**

L'actualité est venue il y a peu confirmer ce travers en mode de fonctionnement de l'UE et les régressions dont il est synonyme dans la lutte climatique qui nous concerne toutes et tous, le climat n'étant pas une entité abstraite, coupée du monde : « *Après plusieurs années d'engagements pour freiner le réchauffement climatique, et pour en limiter les effets, les premières semaines de 2024 ont conduit à un changement profond d'orientation. La cause immédiate en est la réaction choisie par la Commission européenne aux mobilisations d'une partie du monde paysan. On peut analyser la séquence comme une nouvelle illustration de son incohérence quant au traitement articulé des dimensions sociales et écologiques d'une crise profonde engendrée par un modèle de développement inepte* » (p.40). Et en quoi consiste ce modèle de « développement » ? En une obsession pour la poursuite de ce qui nous met toutes et tous dans le mur : une croissance ne tenant pas compte des limites établies, désormais bien connues, de la planète. Et pour cela, rien de tel que la bonne vieille libéralisation, c'est-à-dire faire au maximum sauter les entraves au commerce (et donc à la consommation) international. Mais pour faire sauter par exemple des droits de douane, il faut lâcher du lest car la libéralisation n'est pas faite pour les enfants de choeur, c'est un rapport de forces permanent qui produit de fait des victimes, lesquelles peuvent se trouver parmi ceux qui nous nourrissent et répondent ainsi non pas à des besoins superflus mais à des besoins quotidiens essentiels : les agriculteurs. Ainsi : « *D'une manière générale, l'UE utilise la libéralisation des marchés agricoles européens comme monnaie d'échange afin d'ouvrir de nouveaux marchés étrangers aux entreprises européennes. En mettant en concurrence des systèmes productifs reposant sur des normes sociales et environnementales et des systèmes institutionnels fort variés, ces accords génèrent des pressions à la baisse sur les prix ; puis sur les normes : s'il faut s'aligner sur les prix mondiaux pour être compétitifs et ne pas disparaître, alors les normes, notamment écologiques, peuvent servir d'exutoire, comme on l'observe dans le monde agricole. De quoi **alimenter une course vers le moins-disant social et écologique plutôt qu'une harmonisation par le haut.** Ces accords rendent plus difficiles les régulations publiques sur les prix, les stocks ou les qualités des produits échangés* » (p.42). Parmi d'autres pays, la Colombie en a payé les frais car « *elle a été sanctionnée à l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce, ndlr) après avoir décidé de protéger sa production de pommes de terre des importations de frites industrielles européennes. De cette mise en concurrence généralisée, il résulte l'éviction des producteurs les moins compétitifs, un allongement des filières d'approvisionnement, une dépendance accrue aux importations et la mainmise des entreprises multinationales de l'agrobusiness dans le monde agricole sur la filière. Pas seulement en Europe mais également dans les pays tiers* » (ibidem). Pour parler concrètement, **le paysan lambda, a fortiori s'il se préoccupe de produire en respectant les équilibres naturels, est la 5ème roue du carrosse. Quant à l' « environnement », on aura compris qu'il est la 6ème roue** alors que sans les écosystèmes et leur bonne santé nous ne sommes déjà (par éthique et vu le piètre bilan écologique) et ne serons rien à l'avenir. On constate enfin que ce fonctionnement ne semble avoir tenu aucune leçon sérieuse de l'épisode Covid et persiste à nous maintenir dépendants sur le registre de nos besoins primordiaux.

Au final, le défi est donc bien de « *progresser collectivement sur un chemin de crête d'une relocalisation écologique et sociale à inventer, sans sacrifier la solidarité internationale et la coopération entre les peuples* » (p.43). Et selon comment on vote le 9 juin ce défi sera ou non bien relevé. Qu'on se le dise, tout en sachant que bien sûr : quand on veut on peut !

Pour finir, voici **une note de poésie que l'on doit à l'autrice Ed Wige**, extraite de son dernier livre et par ailleurs Prix suisse de littérature 2024 Milch Lait Latte Mleko (Paulette éditrice, Lausanne, 2023, 88 pages) : « *Il s'appelait Pedro l'ami espagnol chez qui on habitait à Zürich. Il aimait les canaris et les poissons et ses cheveux brillaient dans la nuit. Mais le plus fou chez Pedro c'est qu'il avait un cœur bionique. Une machine comme Terminator même s'il ressemblait ni à Terminator ni à rien quand on le voyait et c'est grâce à une petite boîte qu'il continuait à vivre. Le cœur de Pedro ne voulait plus vivre mais Pedro si alors il l'a remonté. Mama dit toujours si on veut on peut* » (p.10).

Citoyennement vôtre,

©Yolaine de LocoBio,

Juin 2024